

PERSONNES AGÉES

Les spécialistes dénoncent la «gérontophobie»

Les personnes âgées sont souvent marginalisées dans certains services hospitaliers. Cela même si la gériatrie, médecine des personnes âgées, devrait être enseignée prochainement.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Plusieurs spécialistes en médecine ont lancé un appel pour lutter contre la «gérontophobie» et la «discrimination négative» liées à l'âge des patients, dans certains services hospitaliers, hier au forum d'El Moudjahid, à l'occasion de la Journée nationale du 3^e âge. «Les malades âgés bénéficient souvent d'une mauvaise prise en charge médicale. C'est le résultat d'une condamnation inconsciente par le personnel médical qui fournit des efforts plus importants lors-

qu'il s'agit de patients jeunes», a affirmé P^r Abid, spécialiste en oncologie au CHU Mustapha-Pacha. Toutefois, il a annoncé l'inscription de la spécialité gériatrie qui sera enseignée à l'Université de médecine d'Alger.

Dans le même registre, le P^r Hafiz, chef de service maxillo-facial du CHU Mustapha-Pacha, a souligné l'urgence de l'introduction de cette spécialité en médecine. «C'est une spécialité qui doit être enseignée en médecine, comme c'est le cas pour la pédi-



Les personnes âgées doivent bénéficier d'une meilleure prise en charge.

trie», a-t-il dit. De son côté, M^e Ali Haroune, président d'honneur de l'Association nationale SOS 3^e âge en détresse «Ihcène», considè-

re que la loi de la protection des personnes âgées, du 29 décembre 2010, répond aux attentes, mais «il faut que ses dispositions soient

appliquées car une loi ne vaut que par les textes d'application», a-t-il indiqué. Il a également appelé à multiplier les centres d'accueil pour personnes âgées tout en évitant la cohabitation difficile, parfois «dangereuse» entre ces dernières et les handicapés. Insistant sur la nécessité d'un service de gériatrie, M^{me} Nacéra Merah, sociologue, a déploré que les parlementaires aient rejeté cette spécialité lors de l'adoption de la loi sur la protection des personnes âgées.

Et d'expliquer : «Les députés ont estimé que la gériatrie ne fait pas partie de la médecine et qu'un service dédié à cette spécialité n'a

pas lieu d'être.» Elle a, ainsi, plaidé pour la création d'un service gériatrie et la formation du personnel pour «une meilleure prise en charge des personnes âgées», dit-elle.

Elle a également déploré que l'aide de l'Etat, stipulée dans cette loi, ne concerne que «les personnes âgées démunies, en état de précarité et n'ayant aucune attache familiale». Or, a-t-elle poursuivi, «l'Etat dispose de quoi mettre en place des structures d'accueil et des dispositifs d'aide pour alléger la prise en charge des personnes âgées au sein de leurs familles».

R. N.

INFIRMITÉS DES ENFANTS ET DES NOUVEAUX-NÉS

Les médecins appellent à une prise en charge précoce

La Fédération algérienne des personnes handicapées (FAPH) a lancé, hier, un appel pour la prévention et la prise en charge précoce des infirmités chez les enfants et les nouveaux-nés, lors d'un séminaire organisé à l'Institut national de santé publique (INSP).

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les médecins spécialistes en pédiatrie, notamment, et les membres de la Fédération algérienne des personnes handicapées se sont réunis, hier, en vue de sensibiliser sur le dépistage et la prise en charge précoce des handicaps. Ils expliqueront qu'il s'agit de faire prendre conscience aux décideurs politiques de l'urgence de la mise en place de services pluridisciplinaires pour la prise en charge des déficiences chez l'enfant.

Selon les experts, les différents partenaires s'engagent à s'impliquer dans une démarche pluridisciplinaire pour la mise en place des services de prévention.

Intervenant lors de cette rencontre, le professeur Arada, pédiatre en néo-natalité, a appelé, à l'instar des autres spécialistes, à la mise en place d'une structure spécialisée et adaptée pour la

prise en charge des nouveaux-nés. Selon les statistiques avancées hier, en avril 2009, il y a eu 10 % de cas de grande prématurité. Par ailleurs, et concernant la mortalité périnatale, la première cause est la détresse respiratoire, et l'asphyxie vient en quatrième position. Il est urgent donc, selon le professeur Arada, d'identifier cette population à risque, ceci notamment

pour éviter les cas d'infirmité motrice cérébrale le plus tôt possible et les prendre en charge.

Les spécialistes signaleront, en outre, le nombre particulièrement réduit de structures de suivi existantes. Ils mettront aussi l'accent sur l'urgence d'informer les parents sur les comportements adéquats à adopter devant le handicap de l'enfant ou dès le constat

des causes de ce handicap. Les recommandations des présents s'articulent sur la nécessité des accouchements dans les structures adaptées en vue d'une prise en charge adéquate des nouveaux-nés en cas de complications avant, pendant ou après la naissance. Ceci en particulier en ce qui concerne la prématurité.

F.-Z. B.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Les diplômes non validés seront remis avant la fin avril

Les attestations de succès qui n'ont pas encore été délivrées aux étudiants des centres de formation professionnelle seront établies et remises avant la fin du mois d'avril aux intéressés, a affirmé, hier, El-Hadi Khaldi, ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - «Sur les 20 000 cas recensés, 90% ont été résolus», a-t-il déclaré lors de l'installation de la Commission nationale chargée de la préparation de la rentrée scolaire 2011/2012, à l'Institut national de la formation professionnelle. L'authentification des documents remis par les candidats afin d'éviter toute falsification et la signature des attestations (deux signatures,

celle du directeur du centre et celle du directeur de wilaya) est une opération lente, ce qui explique ce grand retard. «100 de nos établissements fonctionnaient sans directeur», a affirmé le ministre. Ce qui a compliqué la situation.

Pour tenter d'atténuer ce problème, le ministère envisage de se passer des attestations provisoires et de délivrer, en fin de formation, un unique diplôme final. «Nous préconisons cette possibilité, nous y réfléchissons. J'ai demandé aux membres de cette commission d'élaborer des propositions pour appliquer cela. Vous savez, la vérification n'est pas aussi simple, avec le scanner et les nouvelles technologies, nous faisons attention», a-t-il soutenu. Une mesure que le ministre souhaite appli-

quer dès la prochaine rentrée, faut-il encore que la concrétisation de cette mesure soit possible. Quant au retard accusé dans l'attribution des bourses aux étudiants, El Hadi Khaldi rend responsables les bureaux de poste qui ne délivrent pas, dans des délais courts les carnets de chèques postaux. Enfin, la Commission nationale chargée de la préparation de la rentrée scolaire 2011/2012 compte cinq sous-commissions qui seront chargées, entre autres, de dégager le budget fonctionnel, de s'occuper de l'équipement et de l'organisation. Le ministre a recommandé aux présents de ne pas répéter les erreurs du passé et d'encourager le dialogue avec les apprenants.

I. B.

PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ EL DJAZAIR ISTITHMAR
«Un atout pour le développement et la promotion des investissements»

Créée à l'initiative de deux banques publiques, la BADR et la CNEP, la société publique de capital investissement El Djazair Istithmar, gestionnaire des fonds d'investissement de 16 wilayas, dont 6 de l'est du pays, pour le compte du Trésor public, est un nouvel instrument de financement des PME qui a pour objectif principal «la contribution au programme de développement et de mise à niveau des PME».

Société publique de capital investissement, dotée d'un capital social de 10 milliards de dinars El Djazair Istithmar a pour objectif «la mise à la disposition des PME d'un produit financier pour combler les insuffisances au niveau du haut du bilan (fonds propre) et, de ce fait, participer activement aux actions de mise à niveau des PME et contribuer à l'essor des projets», a indiqué, hier, Lachab Youcef, DG d'El Djazair Istithmar, lors d'une journée d'information sur les nouvelles mesures de promotion de l'investissement, organisée par la Direction de wilaya de l'industrie et de la PME et de la pro-

motion de l'investissement, au palais de la culture Malek-Haddad. Les secteurs d'activité visés par la société sont l'industrie, le BTPH, le tourisme et l'hôtellerie, notamment les services des nouvelles technologies de l'information et de la communication. A ce titre, explique M. Lachab, la société a mis sur pied un programme d'action qui vise à «encourager les promoteurs dans la création de nouvelles entreprises dédiées aux NTIC, notamment les start-up».

Détaillant les critères de sélection des projets d'investissement éligibles à la mise à niveau, le conférencier précisera que cela dépendra de deux aspects.

Le premier concernera «la nature du projet (faisabilité technique, marché...), la qualité du business plan, la compétence managériale des promoteurs, notamment l'intérêt du projet pour le développement économique et social de la wilaya.» Quant au deuxième critère d'éligibilité, il a trait à la nature juridique de la PME. «Toutes les PME de droit algérien créées ou à créer par les jeunes entrepreneurs sont éligibles au

financement par des prises de participations de fonds d'investissement de wilaya» a-t-il ajouté.

Concernant les modalités d'intervention d'El Djazair Istithmar dans le programme de la mise à niveau des entreprises, le conférencier expliquera que celles-ci se manifestent par des «prises de participations dans le capital de sociétés dans différentes phases de sa vie».

Les phases en question sont celles de «la création, autrement dit pourvoir l'entrepreneur en un capital amorçage», en phase de développement permettant ainsi de consolider les fonds propres de l'entreprise après sa création afin d'accompagner sa croissance et, enfin, dans le cadre de la réorganisation ou la restructuration de l'entreprise.

Enumérant les avantages de ce nouvel instrument de financement pour les PME, M. Lacheb révélera que la société de capital investissement apporte du conseil et de l'assistance aux entreprises à travers son expérience et les compétences de ses cadres.

Farid Benzaid

CONSTANTINE

Mort subite
du professeur
Hocine Benkadri,
directeur du CHU
Benbadis

Pris subitement d'un malaise alors qu'il était dans son lieu de travail, le professeur Hocine Benkadri, directeur du Centre hospitalo-universitaire Benbadis de Constantine, a été découvert, hier, aux environs de dix heures du matin, par ses collaborateurs, inanimé à l'intérieur de son bureau. Aucune information officielle sur les circonstances de son décès n'a filtré pour le moment.

Aux commandes du CHU Benbadis depuis six mois, pour lequel il projetait un réel renouveau, le défunt était connu à Constantine pour son activisme et son dévouement pour les causes de la corporation et le travail associatif, à travers le Club de réflexion et d'initiative (CRI).

F. B.